

***Le Cap, Afrique du Sud, 17 septembre (Infosplusgabon) – Une requête urgente de la Fondation Nelson Mandela relative au drapeau de l'époque de l'apartheid, a été rejetée, ce mardi, par l'Equality Court (le tribunal pour l'égalité).***

La Fondation avait introduit le mois dernier une demande visant à reconnaître Ernst Roets, un haut responsable de l'organisation AfriForum, coupable d'outrage au tribunal.

La Fondation a saisi la justice après que Roets a posté une image du drapeau de l'ère de l'apartheid sur Twitter et demandé s'il avait émis "un message de haine".

Il réagissait ainsi au jugement historique du juge Phineas Mojapelo qui a estimé que le fait de déployer ce drapeau démontrait une intention claire d'être blessant et malfaisant et d'inciter à la haine contre la population noire.

La plainte avait été déposée par la Fondation et la Commission sud-africaine des droits de l'homme (SAHRC) après que le symbole honni de l'apartheid a été déployé lors d'un rassemblement de fermiers blancs en 2017.

Pour le juge Colin Lamont, Roets a peut-être violé les dispositions de la Loi de l'Equality Court, mais il n'a pas commis d'outrage à la Cour.

Réagissant à ce verdict, Roets a dit que la Fondation s'est lancée dans une chasse aux sorcières pour faire taire les voix qui sont en désaccord avec les idées du Congrès national africain au pouvoir.

Selon Roets, il a posté cette image sur Twitter pour poser une "question académique", avant d'ajouter : il semble que la quête de la fondation pour "le style de censure et d'interdiction en vigueur sous l'apartheid continue".

Toutefois, la Fondation qui entend préserver l'héritage de Mandela a dit que l'Equality Act ne protège pas le fait d'afficher pour des motifs académiques le drapeau, ce qui a été fait en toute mauvaise foi.

"La Fondation a fait l'effort à plusieurs occasions, en privé et en public, de collaborer avec AfriForum et de travailler ensemble pour guérir les blessures du passé et de construire le pays décrit dans notre Constitution. Ces efforts ont été rejetés par AfriForum", a dit la Fondation, dans un communiqué.

FIN/INFOSPLUSGABON/ABR/GABON2019